Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil | 57045 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Joanne Bouchard, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 1 juin 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	3
État consolidé de la situation financière	4
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État consolidé des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	7
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	22
Situation financière par organismes	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	39
Analyse des charges consolidées	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations qui sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquiers une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- J'obtiens des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Je suis responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assume l'entière responsabilité de mon opinion d'audit.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 1er juin 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations	
		2021	2020
Revenus			
Taxes	1	6 184 202	5 693 110
Compensations tenant lieu de taxes	2		
Quotes-parts	3	1 424 491	1 551 934
Transferts	4	2 183 903	739 538
Services rendus	5	466 084	413 213
Imposition de droits	6	613 358	431 253
Amendes et pénalités	7	97 439	92 339
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	135 743	120 874
Autres revenus	10	147 504	122 094
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	11 252 724	9 164 355
Charges			
Administration générale	14	1 314 943	886 583
Sécurité publique	15	2 333 181	2 410 540
Transport	16	1 968 289	1 853 622
Hygiène du milieu	17	1 918 951	1 861 319
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	278 990	248 371
Loisirs et culture	20	361 663	316 739
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	590 410	670 759
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	8 766 427	8 247 933
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 486 297	916 422
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	33 892 989	32 483 910
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		492 657
Solde redressé	28	33 892 989	32 976 567
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	36 379 286	33 892 989

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 824 201	3 961 660
Débiteurs (note 5)	2	7 434 737	6 493 818
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 569 382	2 301 097
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 828 320	12 756 575
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	846 779	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 061 729	933 378
Revenus reportés (note 12)	12	339 689	332 443
Dette à long terme (note 13)	13	22 900 660	24 739 113
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	63 995	60 274
Autres passifs (note 14)	15		
	16	25 212 852	26 065 208
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(13 384 532)	(13 308 633)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	49 725 289	47 145 615
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	29 464	49 346
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	9 065	6 661
	23	49 763 818	47 201 622
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	36 379 286	33 892 989

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations	
		2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 486 297	916 422
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	(4 337 711)	(1 115 191)
Produit de cession	3	21 088	678
Amortissement	4	1 742 922	1 640 014
(Gain) perte sur cession	5	(5 973)	(678)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(2 579 674)	524 823
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	19 882	(413)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(2 404)	331 011
	13	17 478	330 598
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(75 899)	1 771 843
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(13 308 633)	(15 573 133)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		492 657
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(13 308 633)	(15 080 476)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(13 384 532)	(13 308 633)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.
Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 486 297	916 422
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 742 922	1 640 014
Autres			
▪ Perte sur disposition	3	(5 973)	(678)
▪	4		
	5	4 223 246	2 555 758
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(940 919)	1 425 779
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	128 351	86 209
Revenus reportés	9	7 246	32 783
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	3 721	(3 437)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	19 882	(413)
Autres actifs non financiers	13	(2 404)	331 011
	14	3 439 123	4 427 690
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(4 337 711)	(1 115 191)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	21 088	678
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(4 316 623)	(1 114 513)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( )	( )
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(268 285)	(8 222)
Cession	23		
	24	(268 285)	(8 222)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 169 124	1 194 123
Remboursement de la dette à long terme	26	(3 037 265)	(1 952 136)
Variation nette des emprunts temporaires	27	846 779	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	29 688	(166 180)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(991 674)	(924 193)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(2 137 459)	2 380 762
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	3 961 660	1 580 898
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	3 961 660	1 580 898
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	1 824 201	3 961 660

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes municipaux suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation ligne par ligne
La Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	20,11 %
La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	1,66 %
La Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu	5.0226 %

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité des transactions aux livres de la Municipalité et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les durées de vie utiles des actifs à long terme, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent des deux grandes catégories suivantes :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.
Elles sont classées par grandes catégories :
La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
Les débiteurs;
Les prêts;
Les placements de portefeuille;
Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent;
Les participations dans des entreprises municipales et partenariats commerciaux;
Les actifs au titre des avantages sociaux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie
La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésoreries, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les marges de crédit servant à combler les déficits de caisse.
Placements de portefeuille
Les placements au titre d'investissements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.
Elles sont classées par grandes catégories :
Les immobilisations;
Les propriétés destinées à la revente;
Les stocks de fournitures;
Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties sen fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :
Infrastructures : 15, 20 et 40 ans
Bâtiments : 40 ans
Véhicules : 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement : 10 et 20 ans

Les oeuvres d'art ne sont pas constatés à titre d'immobilisations dans les états financiers, mais sont passés en charge au cours de l'exercice.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks de fourniture

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

S.O.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.
Ils sont classés par grandes catégories :
Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;
Les emprunts bancaires;
Les créditeurs et charges à payer;
Les revenus reportés;
Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.
Les dettes à long terme;
Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) Revenus

Constations des revenus

Les taxes se rapportant à l'exercice visé sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.
Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.
Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.
Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.
Les revenus de services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.
Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traités par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.
Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.
Les revenus de placement portefeuille sont comptabilisés
Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.
Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections de salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante: Valeur lissée - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuarielles non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Avantages sociaux futurs:
    - Passif constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés,celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- Montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010;

H) Instruments financiers

La Municipalité n'applique pas de façon anticipée la norme du chapitre SP 3450 sur les instruments financiers.

I) Autres éléments

Affectations.

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 334 194	3 297 530
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪ Consolidé	4	490 007	664 130
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 824 201	3 961 660
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	490 007	664 130
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	409 695	212 312
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 394 811	4 855 235
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	373 853	33 174
Organismes municipaux	15	540 175	854 877
Autres			
▪ Autres recevables	16	404 540	354 937
▪ Consolidé	17	1 311 663	183 283
	18	7 434 737	6 493 818
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 178 767	4 739 501
Organismes municipaux	20	540 175	854 877
Autres tiers	21		
	22	4 718 942	5 594 378
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	8 472	4 674

Note

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	2 569 382	2 301 097
	32	2 569 382	2 301 097
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(63 995)	(60 274)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(63 995)	(60 274)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	71 598	56 606
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	22 862	21 599
Régimes de retraite des élus municipaux	42	136	154
	43	94 596	78 359

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	273 494	179 219
Salaires et avantages sociaux	48		12 601
Dépôts et retenues de garantie	49	374 086	308 720
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts sur dette	51	129 034	155 116
▪ Consolidé	52	285 115	277 722
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	1 061 729	933 378

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	29 895	27 143
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	309 794	305 300
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪	69		
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	339 689	332 443

Note

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2021	2020
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,30	2022	2026	77	20 458 610	22 426 513
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84	2 586 468	2 486 706
					85	23 045 078	24 913 219
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(144 418)	(174 106)
					87	22 900 660	24 739 113

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		1 987 503		179 379	2 166 882
2023	89		2 035 903		193 767	2 229 670
2024	90		1 561 703		288 435	1 850 138
2025	91		1 586 904		171 723	1 758 627
2026	92		1 619 900		290 375	1 910 275
2027 et plus	93		11 666 697		1 462 789	13 129 486
	94		20 458 610		2 586 468	23 045 078
Intérêts et frais accessoires	95			( )		( )
	96		20 458 610		2 586 468	23 045 078

Note

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	21 691 322	42 511		21 733 833
Eaux usées	105	11 180 845			11 180 845
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	19 531 007	2 363 636		21 894 643
Autres					
▪	107	1 626 130	373 507		1 999 637
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	7 785 989	829		7 786 818
Améliorations locatives	111	24 979	157		25 136
Véhicules	112	672 186	135 440	23 478	784 148
Ameublement et équipement de bureau	113	154 143	26 950		181 093
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 145 602	11 694		1 157 296
Terrains	115	577 217			577 217
Autres	116				
	117	64 389 420	2 954 724	23 478	67 320 666
Immobilisations en cours	118	175 640	1 382 987		1 558 627
	119	64 565 060	4 337 711	23 478	68 879 293
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	4 934 595	546 887		5 481 482
Eaux usées	121	2 932 874	280 907		3 213 781
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	4 179 386	605 068		4 784 454
Autres					
▪	123	543 014	25 232		568 246
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	3 568 090	155 471		3 723 561
Améliorations locatives	127	19 196	1 549		20 745
Véhicules	128	410 236	49 463	8 363	451 336
Ameublement et équipement de bureau	129	135 484	35 918		171 402
Machinerie, outillage et équipement divers	130	696 570	42 427		738 997
Autres	131				
	132	17 419 445	1 742 922	8 363	19 154 004
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	47 145 615			49 725 289
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139		
	140		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪	154		
▪ Consolidé	155	9 065	6 661
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	9 065	6 661

Note

19. Obligations contractuelles

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

20. Droits contractuels

s.o.

21. Passifs éventuels

s.o.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2021	Solde des cautionnements 2020
160			

S.O.

B) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

C) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

s.o

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés (ou par les organismes auxquels elle participe), après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 693 110	6 021 000	6 184 202			6 184 202
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3					1 386 071	1 386 071
Transferts	4	721 229	979 000	521 818		6 246	528 064
Services rendus	5	144 079	146 600	179 096		286 988	466 084
Imposition de droits	6	419 509	215 000	439 851			439 851
Amendes et pénalités	7	2 412	500	2 601		94 838	97 439
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	113 234	65 000	132 600		3 143	135 743
Autres revenus	10	75 588	51 700	136 306		11 198	147 504
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 169 161	7 478 800	7 596 474		1 788 484	9 384 958
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					38 420	38 420
Transferts	15		3 700 200	637 550		1 018 289	1 655 839
Imposition de droits	16	11 744		173 507			173 507
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	11 744	3 700 200	811 057		1 056 709	1 867 766
	22	7 180 905	11 179 000	8 407 531		2 845 193	11 252 724
Charges							
Administration générale	23	717 958	1 076 000	1 130 253	46 259	138 431	1 314 943
Sécurité publique	24	1 291 752	1 158 900	1 168 042	29 582	1 135 557	2 333 181
Transport	25	910 226	1 092 300	955 140	1 013 149		1 968 289
Hygiène du milieu	26	960 556	955 700	966 538	211 036	741 377	1 918 951
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	248 371	297 200	278 990			278 990
Loisirs et culture	29	303 644	334 800	338 387	23 276		361 663
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	595 316	552 700	525 122		65 288	590 410
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 236 735		1 323 302	(1 323 302)		
	34	6 264 558	5 467 600	6 685 774		2 080 653	8 766 427
Excédent (déficit) de l'exercice	35	916 347	5 711 400	1 721 757		764 540	2 486 297

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	916 347	5 711 400	1 721 757	764 540	2 486 297
Moins : revenus d'investissement	2	(11 744)	(3 700 200)	(811 057)	(1 056 709)	(1 867 766)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	904 603	2 011 200	910 700	(292 169)	618 531
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 236 735		1 323 302	419 620	1 742 922
Produit de cession	5				21 088	21 088
(Gain) perte sur cession	6				(5 973)	(5 973)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 236 735		1 323 302	434 735	1 758 037
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 275 932)	(1 953 100)	(1 407 163)	(115 106)	(1 522 269)
	18	(1 275 932)	(1 953 100)	(1 407 163)	(115 106)	(1 522 269)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 767)	(191 000)	(111 684)	(10 096)	(121 780)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		116 600			
Excédent de fonctionnement affecté	21	100 849			29 166	29 166
Réserves financières et fonds réservés	22	(104 492)	16 300	25 601	(10 598)	15 003
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(2 432)	(2 432)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(5 410)	(58 100)	(86 083)	6 040	(80 043)
	26	(44 607)	(2 011 200)	(169 944)	325 669	155 725
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	859 996		740 756	33 500	774 256

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	11 744	811 057	1 056 709	1 867 766
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(604)	(6 288)	(1 871)	(8 159)
Sécurité publique	3	(71 659)	( )	(164 208)	(164 208)
Transport	4	(189 206)	(2 563 636)	( )	(2 563 636)
Hygiène du milieu	5	(49 749)	(42 511)	(1 370 640)	(1 413 151)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	(11 743)	(188 557)	( )	(188 557)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(322 961)	(2 800 992)	(1 536 719)	(4 337 711)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 205 000		529 570	529 570
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 767	111 684	10 096	121 780
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	56 228		2 510	2 510
Excédent de fonctionnement affecté	17	50 000	275 000	529	275 529
Réserves financières et fonds réservés	18	44 346		15 631	15 631
	19	152 341	386 684	28 766	415 450
	20	1 034 380	(2 414 308)	(978 383)	(3 392 691)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 046 124	(1 603 251)	78 326	(1 524 925)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 297 530	1 334 194	490 007	1 824 201
Débiteurs (note 5)	2	5 455 658	5 582 899	1 851 838	7 434 737
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 301 097	2 569 382		2 569 382
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	11 054 285	9 486 475	2 341 845	11 828 320
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			846 779	846 779
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	655 656	776 614	285 115	1 061 729
Revenus reportés (note 12)	12	332 443	339 689		339 689
Dette à long terme (note 13)	13	22 259 530	20 319 449	2 581 211	22 900 660
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			63 995	63 995
Autres passifs (note 14)	15				
	16	23 247 629	21 435 752	3 777 100	25 212 852
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 193 344)	(11 949 277)	(1 435 255)	(13 384 532)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	36 902 098	38 379 788	11 345 501	49 725 289
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	20 584	20 584	8 880	29 464
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22			9 065	9 065
	23	36 922 682	38 400 372	11 363 446	49 763 818
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 035 006	3 730 757	566 623	4 297 380
Excédent de fonctionnement affecté	25	525 000	250 000	77 931	327 931
Réserves financières et fonds réservés	26	1 692 852	2 393 652	39 639	2 433 291
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( )	( )	(17 289)	(17 289)
Financement des investissements en cours	28	261 395	(2 023 260)	(37 919)	(2 061 179)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	19 215 085	22 099 946	9 299 206	31 399 152
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	24 729 338	26 451 095	9 928 191	36 379 286

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	891 800	752 841	1 722 588	1 621 830
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	184 900	161 137	413 152	370 738
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 680 200	2 796 657	3 166 553	2 790 860
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	537 200	525 122	578 944	663 648
D'autres organismes municipaux	10			210	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	15 500		11 256	7 111
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 158 000	1 126 715	1 126 715	1 153 732
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18			4 086	
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 323 302	1 742 923	1 640 014
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21				
▪	22				
▪	23				
	24	5 467 600	6 685 774	8 766 427	8 247 933

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 297 380	3 590 361
Excédent de fonctionnement affecté	2	327 931	613 404
Réserves financières et fonds réservés	3	2 433 291	1 725 573
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(17 289)	(19 721)
Financement des investissements en cours	5	(2 061 179)	156 600
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	31 399 152	27 826 772
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	36 379 286	33 892 989
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 730 757	3 035 006
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	566 623	555 355
	11	4 297 380	3 590 361
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aéroport	12	10 000	210 000
▪ Projets spéciaux	13	50 000	50 000
▪ Citoyens	14	10 000	10 000
▪ Maisons lésardées	15	25 000	25 000
▪ Développement Seigneurie	16	155 000	230 000
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	250 000	525 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Consolidé	22	77 931	88 404
▪	23		
▪	24		
	25	77 931	88 404
	26	327 931	613 404

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Vidange bassins	27	110 000	100 000
▪ Infra aéroport	28	26 216	26 216
▪ Rôle d'évaluation	29	333 000	333 000
▪ Piste aéroport	30	65 000	30 000
▪	31		
	32	534 216	489 216
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ Consolidé	33	5 456	5 456
▪	34		
▪	35		
	36	5 456	5 456
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	963 036	939 865
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	896 400	263 771
Organismes contrôlés et partenariats	40	34 183	27 265
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	1 893 619	1 230 901
	48	2 433 291	1 725 573

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(7 072)	(8 649)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52	( )	( )
Autres	53	(10 217)	(11 072)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54	( )	( )
	55	(17 289)	(19 721)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	57	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	( )	( )
Autres			
▪	59	( )	( )
▪	60	( )	( )
	61	(17 289)	(19 721)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	63	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	70	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	71	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72	( )	( )
Autres			
▪	73	( )	( )
▪	74	( )	( )
	75	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81		
	82	(17 289)	(19 721)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	2 525	283 619
Investissements à financer	84	(2 063 704)	(127 019)
	85	(2 061 179)	156 600
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	49 725 289	47 145 615
Propriétés destinées à la revente	87		
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	49 725 289	47 145 615
Ajustements aux éléments d'actif	92	(1)	(2)
	93	49 725 288	47 145 613
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94	(22 900 660)	(24 739 113)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95	(144 418)	(174 106)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	4 718 942	5 594 378
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99	(18 326 136)	(19 318 841)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100	( )	( )
	101	(18 326 136)	(19 318 841)
	102	31 399 152	27 826 772

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

9i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2019.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B
et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C
du règlement du régime.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options
suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux
annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120
versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance
invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondés sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieurs au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux
annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice
des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et des préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées
après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures.)

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services
reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C
du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 11,39% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieur à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet
l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse
de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,75% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et
effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.35% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par
l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et
effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté
aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout
manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(60 274)	(63 711)
Charge de l'exercice	4	(71 598)	(56 606)
Cotisations versées par l'employeur	5	67 877	60 043
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(63 995)	(60 274)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	2 397 355	2 179 597
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(2 494 465)	(2 317 343)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(97 110)	(137 746)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	33 117	77 472
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(63 993)	(60 274)
Provision pour moins-value	12	(2)	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(63 995)	(60 274)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	2 397 355	2 179 597
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(2 494 465)	(2 317 343)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(97 110)	(137 746)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	146 512	92 661
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	2 623	
	20	149 135	92 661
Cotisations salariales des employés	21	(96 728)	(46 513)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	52 407	46 148
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	9 512	3 353
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(1 560)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	60 359	49 501
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	131 738	123 305
Rendement espéré des actifs	33	(120 499)	(116 200)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	11 239	7 105
Charge de l'exercice	35	71 598	56 606

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	190 767	125 941
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(120 499)	(116 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	70 268	9 741
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(33 864)	69 023
Prestations versées au cours de l'exercice	40	137 614	76 725
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	2 444 383	2 263 609
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	54 481	51 726
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	16 002	3 652
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,38 %	5,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,48 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115	22 862	21 599
REER	116		
Autres régimes	117		
	118	22 862	21 599

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	19	16

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	40	46
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	136	154
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	136	154

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	4 301 000	4 410 943	4 410 943	4 173 658
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	4 301 000	4 410 943	4 410 943	4 173 658
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	351 000	455 086	455 086	206 415
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14	158 700	174 475	174 475	180 692
Matières résiduelles	15	331 200	334 541	334 541	251 526
Autres					
▪	16				
▪	17				
▪	18				
Centres d'urgence 9-1-1	19	10 000	16 184	16 184	15 072
Service de la dette	20	869 100	792 973	792 973	865 747
Pouvoir général de taxation	21				
Activités de fonctionnement	22				
Activités d'investissement	23				
	24	1 720 000	1 773 259	1 773 259	1 519 452
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	25				
Autres	26				
	27				
	28	1 720 000	1 773 259	1 773 259	1 519 452
	29	6 021 000	6 184 202	6 184 202	5 693 110

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	30				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	31				
Taxes d'affaires	32				
Compensations pour les terres publiques	33				
	34				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	35				
Cégeps et universités	36				
Écoles primaires et secondaires	37				
	38				
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	39				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	40				
Taxes d'affaires	41				
	42				
	43				
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	44				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	45				
Taxes d'affaires	46				
	47				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	48				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	49				
	50				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51				
Autres	52				
	53				
	54				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	55				
Sécurité publique					
Police	56				
Sécurité incendie	57				1 646
Sécurité civile	58				
Autres	59				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	60				
Enlèvement de la neige	61				
Autres	62	10 000			10 322
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	63				
Transport adapté	64				
Transport scolaire	65				
Autres	66				
Transport aérien	67				
Transport par eau	68				
Autres	69				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	21 000	11 854	18 100	16 663
Réseau de distribution de l'eau potable	71	327 000	50 060	50 060	63 427
Traitement des eaux usées	72				
Réseaux d'égout	73	327 000	50 061	50 061	63 427
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	74				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	75	25 000	24 851	24 851	13 476
Tri et conditionnement	76				
Autres	77				
Autres	78				
Cours d'eau	79				
Protection de l'environnement	80				
Autres	81				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	82				
Sécurité du revenu	83				
Autres	84				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	85				
Rénovation urbaine	86				
Promotion et développement économique	87				
Autres	88				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	89	3 000	15 848	15 848	1 834
Activités culturelles					
Bibliothèques	90				
Autres	91				
Réseau d'électricité	92				
	93	713 000	152 674	158 920	170 795

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	94				
Sécurité publique					
Police	95				
Sécurité incendie	96				
Sécurité civile	97				
Autres	98				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	99	3 700 200	637 550	637 550	
Enlèvement de la neige	100				
Autres	101				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	102				
Transport adapté	103				
Transport scolaire	104				
Autres	105				
Transport aérien	106				
Transport par eau	107				
Autres	108				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			1 018 289	
Réseau de distribution de l'eau potable	110				
Traitement des eaux usées	111				
Réseaux d'égout	112				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	113				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	114				
Tri et conditionnement	115				
Autres	116				
Autres	117				
Cours d'eau	118				
Protection de l'environnement	119				
Autres	120				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		**2021**	**2021**	**2021**	**2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	121				
Sécurité du revenu	122				
Autres	123				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	124				
Rénovation urbaine	125				
Promotion et développement économique	126				
Autres	127				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	128				
Activités culturelles					
Bibliothèques	129				
Autres	130				
Réseau d'électricité	131				
	132	3 700 200	637 550	1 655 839	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133				
Péréquation	134				
Neutralité	135				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	16 000	33 437	33 437	
Fonds de développement des territoires	138				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140		20 863	20 863	
Dotation spéciale de fonctionnement	141				
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142				
Autres	143	250 000	314 844	314 844	568 743
	144	266 000	369 144	369 144	568 743
TOTAL DES TRANSFERTS	145	4 679 200	1 159 368	2 183 903	739 538

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	146				
Évaluation	147				
Autres	148				
	149				
Sécurité publique					
Police	150	92 000	92 006	92 006	88 185
Sécurité incendie	151			5 136	6 665
Sécurité civile	152				
Autres	153				
	154	92 000	92 006	97 142	94 850
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	155				
Enlèvement de la neige	156				
Autres	157				
Transport collectif	158				
Autres	159				
	160				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			205 388	24 926
Réseau de distribution de l'eau potable	162				187 810
Traitement des eaux usées	163			19 458	
Réseaux d'égout	164				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	165				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	166				
Tri et conditionnement	167				
Autres	168				
Autres	169				
Cours d'eau	170				
Protection de l'environnement	171				
Autres	172				
	173			224 846	212 736

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		**2021**	**2021**	**2021**	**2020**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	174				
Autres	175				
	176				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	177				
Rénovation urbaine	178				
Promotion et développement économique	179				
Autres	180				
	181				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	182				
Activités culturelles					
Bibliothèques	183				
Autres	184				
	185				
Réseau d'électricité	186				
	187	92 000	92 006	321 988	307 586

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	188				
Évaluation	189				
Autres	190	18 200	37 978	37 978	28 117
	191	18 200	37 978	37 978	28 117
Sécurité publique					
Police	192				
Sécurité incendie	193			3 994	6 796
Sécurité civile	194				
Autres	195			37 988	37 802
	196			41 982	44 598
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	197				
Enlèvement de la neige	198				
Autres	199				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	200				
Transport adapté	201				
Transport scolaire	202				
Autres	203				
Autres	204				
	205				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206				
Réseau de distribution de l'eau potable	207			15 024	5 135
Traitement des eaux usées	208				
Réseaux d'égout	209				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	210				
Matières recyclables	211		1 496	1 496	599
Autres	212		121	121	
Cours d'eau	213				
Protection de l'environnement	214				
Autres	215				
	216		1 617	16 641	5 734

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	217				
Sécurité du revenu	218				
Autres	219				
	220				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	221	200	8 200	8 200	5 300
Rénovation urbaine	222				
Promotion et développement économique	223				
Autres	224				
	225	200	8 200	8 200	5 300
Loisirs et culture					
Activités récréatives	226	29 500	33 153	33 153	17 799
Activités culturelles					
Bibliothèques	227	200			117
Autres	228	6 500	6 142	6 142	3 962
	229	36 200	39 295	39 295	21 878
Réseau d'électricité	230				
	231	54 600	87 090	144 096	105 627
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	146 600	179 096	466 084	413 213

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	233	15 000	208 358	208 358	13 335
Droits de mutation immobilière	234	200 000	405 000	405 000	406 174
Droits sur les carrières et sablières	235				
Autres	236				11 744
	237	215 000	613 358	613 358	431 253
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	500	2 601	97 439	92 339
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	65 000	132 600	135 743	120 874
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			5 973	678
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244				
Contributions des promoteurs	245				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246				
Contributions des organismes municipaux	247				
Autres contributions	248			669	42 144
Redevances réglementaires	249				
Autres	250	51 700	136 306	140 862	79 272
	251	51 700	136 306	147 504	122 094
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	173 200	150 053		150 053	157 350	153 113
Greffe et application de la loi	2	82 100	164 112	83	164 195	171 577	32 812
Gestion financière et administrative	3	530 500	441 749	45 806	487 555	586 986	599 816
Évaluation	4	263 700	230 636	117	230 753	230 753	30 085
Gestion du personnel	5	10 500	3 254		3 254	26 944	39 028
Autres							
▪	6	16 000	140 449	253	140 702	141 333	31 729
▪	7						
	8	1 076 000	1 130 253	46 259	1 176 512	1 314 943	886 583
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	674 000	674 713	211	674 924	674 924	676 300
Sécurité incendie	10	469 200	467 120	1 428	468 548	468 548	1 011 046
Sécurité civile	11	14 200	26 134	27 943	54 077	753 905	723 194
Autres	12	1 500	75		75	435 804	
	13	1 158 900	1 168 042	29 582	1 197 624	2 333 181	2 410 540
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	641 200	482 020	1 008 005	1 490 025	1 490 025	1 410 650
Enlèvement de la neige	15	206 000	248 721	466	249 187	249 187	193 753
Éclairage des rues	16	23 000	12 299	4 678	16 977	16 977	46 942
Circulation et stationnement	17	40 000	25 853		25 853	25 853	29 746
Transport collectif							
Transport en commun	18	107 600	109 906		109 906	109 906	107 048
Transport aérien	19	74 500	76 341		76 341	76 341	65 483
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 092 300	955 140	1 013 149	1 968 289	1 968 289	1 853 622

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	351 000	357 831	6 296	364 127	1 021 712	746 433
Réseau de distribution de l'eau potable	24			202 789	202 789	286 581	517 490
Traitement des eaux usées	25	134 900	180 482		180 482	180 482	119 455
Réseaux d'égout	26	35 700	6 332	1 951	8 283	8 283	46 467
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	388 300	394 865		394 865	394 865	401 831
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29						
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	4 000					
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	41 800	27 028		27 028	27 028	29 643
	40	955 700	966 538	211 036	1 177 574	1 918 951	1 861 319
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	179 200	165 513		165 513	165 513	134 003
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						2 025
Tourisme	49	1 500					
Autres	50						
Autres	51	116 500	113 477		113 477	113 477	112 343
	52	297 200	278 990		278 990	278 990	248 371
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	51 800	73 495	4 471	77 966	77 966	93 583
Patinoires intérieures et extérieures	54			8 675	8 675	8 675	427
Piscines, plages et ports de plaisance	55						65 540
Parcs et terrains de jeux	56	225 900	235 124	4 654	239 778	239 778	110 984
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	7 500					7 119
	60	285 200	308 619	17 800	326 419	326 419	277 653
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	49 600	29 768	5 476	35 244	35 244	39 086
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	49 600	29 768	5 476	35 244	35 244	39 086
	67	334 800	338 387	23 276	361 663	361 663	316 739

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	537 200	525 122		525 122	579 067	663 648
Autres frais	70					87	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					11 238	7 105
Autres	72	15 500				18	6
	73	552 700	525 122		525 122	590 410	670 759
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		1 323 302	(1 323 302)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil | 57045 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	42 511	1 408 055	294 589
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			19 444
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 363 636	2 363 636	171 809
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			11 744
Autres infrastructures	11	373 507	373 507	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	829	18 272	375 747
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		157	6 171
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		135 440	12 794
Ameublement et équipement de bureau	18	20 509	26 950	8 985
Machinerie, outillage et équipement divers	19		11 694	103 135
Terrains	20			110 773
Autres	21			
	22	2 800 992	4 337 711	1 115 191

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24	42 511	1 408 055	294 589
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			19 444
Autres infrastructures	27	2 737 143	2 737 143	183 553
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations corporelles	33	21 338	192 513	617 605
	34	2 800 992	4 337 711	1 115 191

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	291 036	639 547		930 583
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	19 027 805	529 570	2 161 822	17 395 553
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 318 841	1 169 117	2 161 822	18 326 136
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 739 501	7	560 741	4 178 767
Organismes municipaux	10	854 877		314 702	540 175
Autres tiers	11				
	12	5 594 378	7	875 443	4 718 942
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	5 594 378	7	875 443	4 718 942
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	5 594 378	7	875 443	4 718 942
	18	24 913 219	1 169 124	3 037 265	23 045 078
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	24 913 219	1 169 124	3 037 265	23 045 078

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	20 458 610
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 023 260
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	896 400
Débiteurs	9	4 178 767
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	17 406 703
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	1 716 903
Endettement net à long terme	16	19 123 606
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	19 123 606
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	19 123 606
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	72 600	68 536	68 536	69 155
Sécurité publique					
Police	4	605 400	605 313	605 313	604 318
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10	15 000			11 755
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	351 000	350 967	350 967	365 111
Matières résiduelles	12				103 393
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	114 000	101 899	101 899	
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	1 158 000	1 126 715	1 126 715	1 153 732

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 800 992	322 961
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 800 992	322 961

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	1,70	32,00	2 882,00	159 091	37 203	196 294
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,80	32,00	12 984,00	331 494	66 118	397 612
Cols bleus	4	3,55	37,00	6 835,00	173 849	32 028	205 877
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	13,05		22 701,00	664 434	135 349	799 783
Élus	9	12,00			88 407	25 788	114 195
	10	25,05			752 841	161 137	913 978

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	521 818	637 550			1 159 368
	17	521 818	637 550			1 159 368

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	525 122	595 316
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	525 122	595 316
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	525 122	595 316

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Normand Teasdale	Maire	28 123		5 565	2 782
Simon Chalifoux	Conseiller	11 328			
Stephan Labrie	Maire	7 812			
Réal Jean	Conseiller	7 812			
Sylvain Lavallée	Conseiller	7 812			
Diane Demer	Conseiller	7 031			
Mona S. Morin	Conseiller	9 374			
Marie-Claude Duval	Conseiller	1 966			
Éric Lussier-Houle	Conseiller	1 562			
Sébastien Robert	Conseiller	2 462			
Richard Lecours	Conseiller	1 562			
Mathieu Blouin	Conseiller	1 562			

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 000 000 $	

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

		OUI	NON
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		3 X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	$	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5		6 X

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	$
Ligne 14 : Débiteurs	13	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	16	$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

   a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. — 18 [X] 19 [ ]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 20 4 493 $

   b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. — 21 [ ] 22 [X]

   Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 — 23 ____ $

   c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). — 24 [ ] 25 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 26 ____ $

   d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). — 27 [ ] 28 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 29 ____ $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 30 [ ] 31 [X]

   Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 32 [ ] 33 [X]

   Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

   a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 34 [ ] 35 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 36 ____ $

   b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 37 [ ] 38 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 39 ____ $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 40 [ ] 41 [X]

   Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

   a) crédits de taxes — 42 ____ $

   b) autres formes d'aide — 43 ____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021	44	..... $
Facteur comparatif de 2021	45	.....
Valeur uniformisée	46	..... $

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 47 ..... $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	48	..... $
▪Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	49	$
Chaussées pavées - entretien préventif	50	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	51	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	52	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	53	$
Systèmes de drainage	54	$
Abords de routes	55	..... $
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	56	..... $

b) Dépenses d'investissement

▪Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	57	..... $
▪Dépenses relatives à l'entretien d'été	58	..... $

c) Total des frais encourus admissibles — 59 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement
▪Relatives à l'entretien d'hiver :
▪Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	60	.....
b) Date d'adoption de la résolution	61	.....

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* — 62 [X] 63 [ ]

    Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

    a) Numéro de la résolution — 64 19.251

    b) Date d'adoption de la résolution — 65 2019-11-04

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

    Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

    a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) — 66

    b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) — 67

    Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

    c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) — 68 2

    d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) — 69 1

    e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) — 70

    f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) — 71

    g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) — 72

    h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) — 73 299

    i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) — 74

    j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) — 75

    k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? — 76 [ ] 77 [X]

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	72 735 $
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	$
Ministère des Transports	80	$
Ministère de la Culture et des Communications	81	$
Autres ministères/organismes	82	143 310 $
	83	216 045 $

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil | 57045 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 1
Taux global de taxation réel 3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil, (ci-après la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l' «état »).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit de l'état» du présent rapport. Je suis indépendant de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit de l'état au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· j'identifie et évalue les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

· j'acquiers une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

· j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

Daniel Tétreault CPA inc.
Amos, le 1er juin 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	6 184 202
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	970 995
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	16 184
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	5 197 023

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	619 450 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	644 805 400
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	632 127 700

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,8221/ 100 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	2			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».						
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9		10	X		
Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11		12		13	X
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14		15		16	X
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17		18		19	X
La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	20		21		22	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	23		24	X		
La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.						
9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?	25		26	X		

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

X J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

X Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

X Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-06-06

Nom du signataire : Joanne Bouchard

Date de transmission au Ministère : 2022-07-19

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil | 57045 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	7 169 161	7 478 800	7 596 474	1 788 484	9 384 958
Investissement	2	11 744	3 700 200	811 057	1 056 709	1 867 766
	3	7 180 905	11 179 000	8 407 531	2 845 193	11 252 724
Charges	4	6 264 558	5 467 600	6 685 774	2 080 653	8 766 427
Excédent (déficit) de l'exercice	5	916 347	5 711 400	1 721 757	764 540	2 486 297
Moins : revenus d'investissement	6	(11 744)	(3 700 200)	(811 057)	(1 056 709)	(1 867 766)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	904 603	2 011 200	910 700	(292 169)	618 531
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 236 735		1 323 302	419 620	1 742 922
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 275 932)	(1 953 100)	(1 407 163)	(115 106)	(1 522 269)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(1 767)	(191 000)	(111 684)	(10 096)	(121 780)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 643)	132 900	25 601	16 136	41 737
Autres éléments de conciliation	13				15 115	15 115
	14	(44 607)	(2 011 200)	(169 944)	325 669	155 725
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	859 996		740 756	33 500	774 256

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021		2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 297 530	1 334 194	1 824 201	3 961 660
Débiteurs	2	5 455 658	5 582 899	7 434 737	6 493 818
Placements de portefeuille	3	2 301 097	2 569 382	2 569 382	2 301 097
Autres	4				
	5	11 054 285	9 486 475	11 828 320	12 756 575
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	22 259 530	20 319 449	22 900 660	24 739 113
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			63 995	60 274
Autres	9	988 099	1 116 303	2 248 197	1 265 821
	10	23 247 629	21 435 752	25 212 852	26 065 208
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(12 193 344)	(11 949 277)	(13 384 532)	(13 308 633)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	36 902 098	38 379 788	49 725 289	47 145 615
Autres	13	20 584	20 584	38 529	56 007
	14	36 922 682	38 400 372	49 763 818	47 201 622
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	3 035 006	3 730 757	4 297 380	3 590 361
Excédent de fonctionnement affecté	16	525 000	250 000	327 931	613 404
Réserves financières et fonds réservés	17	1 692 852	2 393 652	2 433 291	1 725 573
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	( )	( )	(17 289)	(19 721)
Financement des investissements en cours	19	261 395	(2 023 260)	(2 061 179)	156 600
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	19 215 085	22 099 946	31 399 152	27 826 772
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	24 729 338	26 451 095	36 379 286	33 892 989

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aéroport	23	10 000	210 000
▪ Projets spéciaux	24	50 000	50 000
▪ Citoyens	25	10 000	10 000
▪ Maisons lésardées	26	25 000	25 000
▪ Développement Seigneurie	27	155 000	230 000
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	250 000	525 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]	33	77 931	88 404
	34	327 931	613 404
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	2 393 652	1 692 852
Organismes contrôlés et partenariats[1]	36	39 639	32 721
	37	2 761 222	2 338 977

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	17 406 703
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	19 123 606

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	930 583	291 036
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	17 395 553	19 027 805
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 178 767	4 739 501
Autres	8	540 175	854 877
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	23 045 078	24 913 219

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	5 693 110	6 021 000	6 184 202	6 184 202
Compensations tenant lieu de taxes	12				
Quotes-parts	13				1 386 071
Transferts	14	721 229	979 000	521 818	528 064
Services rendus	15	144 079	146 600	179 096	466 084
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	421 921	215 500	442 452	537 290
Autres	17	188 822	116 700	268 906	283 247
	18	7 169 161	7 478 800	7 596 474	9 384 958
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				38 420
Transferts	21		3 700 200	637 550	1 655 839
Autres	22	11 744		173 507	173 507
	23	11 744	3 700 200	811 057	1 867 766
	24	7 180 905	11 179 000	8 407 531	11 252 724

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	1 076 000	1 130 253	46 259	1 176 512	1 314 943	886 583
Sécurité publique							
Police	2	674 000	674 713	211	674 924	674 924	676 300
Sécurité incendie	3	469 200	467 120	1 428	468 548	468 548	1 011 046
Autres	4	15 700	26 209	27 943	54 152	1 189 709	723 194
Transport							
Réseau routier	5	910 200	768 893	1 013 149	1 782 042	1 782 042	1 681 091
Transport collectif	6	182 100	186 247		186 247	186 247	172 531
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	521 600	544 645	211 036	755 681	1 497 058	1 429 845
Matières résiduelles	9	388 300	394 865		394 865	394 865	401 831
Autres	10	45 800	27 028		27 028	27 028	29 643
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	179 200	165 513		165 513	165 513	134 003
Promotion et développement économique	13	1 500					2 025
Autres	14	116 500	113 477		113 477	113 477	112 343
Loisirs et culture	15	334 800	338 387	23 276	361 663	361 663	316 739
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	552 700	525 122		525 122	590 410	670 759
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	5 467 600	5 362 472	1 323 302	6 685 774	8 766 427	8 247 933
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 323 302	(1 323 302)			
	21	5 467 600	6 685 774		6 685 774	8 766 427	8 247 933

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	11 744	811 057	1 056 709	1 867 766
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(322 961)	(2 800 992)	(1 536 719)	(4 337 711)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	( )	( )	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 205 000		529 570	529 570
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 767	111 684	10 096	121 780
Excédent accumulé	6	150 574	275 000	18 670	293 670
	7	1 034 380	(2 414 308)	(978 383)	(3 392 691)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 046 124	(1 603 251)	78 326	(1 524 925)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14